I - LES FAITS

- 21 mai 1981 : La Société UNIVERSAL PLANTS est titulaire d'un Certificat d'obtention végétal n.1528 couvrant des roses dénommées "Royalty".
- 19 février 1986 : La S.N.C. MEILLAND est titulaire de la marque "Vega".
- : Accord entre UNIVERSAL PLANTS et MEILLAND pour que les roses "Royalty" soient commercialisées sous la marque "Vega".
- 28 décembre 1987 : UNIVERSAL et MEILLAND font pratiquer à l'aéroport d'ORLY une saisie-contrefaçon établissant
 - . l'introduction du Maroc en France par MAROFLEUR de roses contrefaisant COV et marque,
 - . d'offre à la revente desdites roses par CHARTIER FLORE HALLES.
- 4 janvier 1988 : UNIVERSAL et MEILLAND assignent MAROFLEUR et CHARTIER FLORE HALLES en contrefaçon
 - . de marque
 - . de C.O.V.
- : CHARTIER FLORE HALLES appelle MAROFLEUR en (éventuelle) garantie.
- 24 novembre 1989 : TGI PARIS
 - . fait droit à la demande en contrefaçon,
 - . rejette le recours en garantie de CHARTIER contre MAROFLEUR.

II - LE DROIT

- Constatant que Marofleur et Chartier ont introduit des fleurs contrefaisant le C.O.V. et la marque, le Tribunal prononce leur condamnation.

Il constate, également, la mise en connaissance de cause de Chartier et constate, par conséquent, que celui-ci a agi "*en connaissance de cause*" tant pour la contrefaçon de marque et l'importation de produits sous COV pour lesquelles la connaissance de cause n'est pas requise que pour l'offre à la revente où cette connaissance de cause est requise.

- Etant entré en condamnation, le Tribunal doit examiner le recours en garantie de l'acheteur Chartier contre le vendeur Marofleur.

A - LE PROBLEME

1°) *Prétention des parties*

a) Le demandeur en garantie (Chartier)

prétend que le vendeur doit garantie de l'indemnité de contrefaçon qu'il est appelé à régler au titulaire des droits de marque et de C.O.V., à raison de l'éviction du fait des tiers dont il souffre.

b) Le défendeur (Meilland)

prétend que le vendeur ne doit pas garantie de l'indemnité de contrefaçon qu'il est appelé à régler au titulaire des droits de marque et de C.O.V., à raison de l'éviction du fait des tiers dont il souffre.

2°) *Enoncé du problème*

Le vendeur doit-il garantie de l'indemnité de contrefaçon qu'il est appelé à régler au titulaire des droits de marque et de C.O.V., à raison de l'éviction du fait des tiers dont il souffre ?

B - LA SOLUTION

1°) *Enoncé de la solution*

"Attendu que la Société CHARTIER qui ne démontre ni sa bonne foi ni l'existence d'un engagement contractuel de son codéfendeur, sera déboutée de sa demande en garantie".

2°) *Commentaire de la solution*

Le Tribunal refuse l'application de l'obligation de garantie d'éviction du fait des tiers à l'acheteur. L'obligation de garantie ne couvre pas l'indemnité de contrefaçon. Le Tribunal précise, toutefois, que la solution n'est pas générale mais tient à ce que, en l'espèce, le créancier (éventuel) de garantie n'était pas de bonne foi et ne justifiait pas d'un engagement contractuel écrit de son auteur.

Cette décision est conforme à la jurisprudence existante.

.-. Lorsque **l'acte de contrefaçon a été accompli hors connaissance de cause** - comme cela peut être dans les situations de contrefaçon par introduction à la différence de la contrefaçon par commercialisation ou utilisation -, la jurisprudence majoritaire admet le recours contre le vendeur lorsque le contrefacteur était de bonne foi.

. Paris 13 Juin 1980 :

"Dès lors que rien n'établit qu'elles aient eu connaissance du vice dont les machines par elles acquises étaient affectées, il échet de les accueillir tant dans leurs demandes en garantie que dans leur action réhibitoire prévue par les articles 1641 s.C.civ." (résumé in PIBD 1981.265.III.222).

.-. Dès lors, au contraire, que **l'acte de contrefaçon est accompli en connaissance de cause**, une jurisprudence majoritaire prévoit une distinction supplémentaire.

- *En l'absence de clause*, la jurisprudence refuse d'appliquer le régime de la garantie légale.

.TGI Paris 28 novembre 1985 :

"Electrolux, elle-même coupable de contrefaçon, ne peut être garantie contre son propre fait. Son recours en garantie est, donc, mal fondé" (PIBD 1986.III.134).

- *En présence de clause*, les tribunaux paraissent, en revanche, admettre le jeu de la garantie conventionnelle.

. TGI Paris 28 janvier 1986 :

"Il y a lieu, par ailleurs, de donner acte à la société SGIL de son intervention en défense aux côtés de la Société Krups France, étant observé que, par contrat du 15 septembre 1981, conclu avec la société allemande Robert Krups, cette société s'est engagée à la garantir ainsi que ses filiales contre tous droits de propriété industrielle pouvant s'opposer à la commercialisation des produits par elle livrés" (PIBD 1986.392.III.211).

. Paris 5 mars 1987 :

"C'est à tort que la société Maxi Informatique maintient ses appels en garantie. En effet, ainsi que l'a exposé à juste titre le Tribunal, en l'absence de toute clause de garantie articulée entre elle et ses fournisseurs, la Société Maxi n'est pas fondée à faire supporter à ceux-ci les conséquences d'une faute (la vente de logiciels contrefaisants) qui lui est propre" (PIBD 1987.415.III.263).

Pareille distinction ne semble guère justifiée par les textes applicables mais paraît bien retenue en jurisprudence.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

3^e CHAMBRE 2^e SECTION

JUGEMENT RENDU LE 24 NOVEMBRE 1989

N° du Rôle Général

5 021/88 /

Assignation du

4 JANV. 88

CONTREFAÇON
PAIEMENT

N° 3

R.P. 58 201

DEMANDEURS

SOCIETE EN NOM COLLECTIF
MEILLAND ET CIE
dont le siège social est
Bld Francis Meilland
06 ANTIBESSARL UNIVERSAL PLANTS
dont le siège social est
Domaine de Saint-André
93340 LE CANNET DES MAURES

représentées par :

Me P. MATHELY, Avocat - E. 591

DEFENDEURS

SOCIETE DE DROIT MAROCAIN
dite MAROFLEUR
dont le siège est Immeuble Tipourramine
Avenue Hassan II
AGADIR (Maroc)

représentée par :

Me L. SULTAN, Avocat - C. 114

Grosse délivrée le 30.11.89

à Mathely
expédition de

à

3 copies le 30.11.89

ETABLISSEMENTS CHARTIER FLORE HALLES
dont le siège social est
Bât. C1, 180 Allée des Glaïeuls
94 - RUNGIS

représentés par :

Me I. MATTHYSSENS, Avocat - B. 709

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Magistrats ayant délibéré :

Madame DISSLER, Vice-Président
Madame BLUM, Juge
Madame PIERRARD, Juge

GREFFIER

Madame RINGRESSI

DEBATS à l'audience du 13 Octobre 1989
tenue publiquement

JUGEMENT prononcé en audience publique
contradictoire
susceptible d'appel

*

* *

La Société UNIVERSAL PLANTS est
titulaire d'un certificat d'obtention végétale pour
une variété de rosier dénommée ROYALTY, délivré le
21 mai 1981, sous le n° 1528 .

La SMC MEILLAND ET CIE est titu-
laire de la marque VEGA déposée le 19 février 1986
sous le n° 1200, enregistrée sous le n° 1 343 733
pour désigner des produits de la classe 31 notamment
des fleurs naturelles.

Les roses de la ~~Société~~ ROYALTY
sont commercialisées sous la marque VEGA .

variété

11/1097

AUDIENCE DU
24 NOV. 1989

3^e CHAMBRE
2^e SECTION

N° 3 SUITE

Autorisées par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL en date du 18 décembre 1987, la Société UNIVERSAL PLANTS et la SNC MEILLAND ET CIE ont fait pratiquer, après dédouanement, à l'aéroport d'ORLY dans la zone de frêt et de visite puis dans les locaux des sociétés MONTBILLARD FRERES, des saisies-contrefaçons de roses en provenance du MAROC qui reproduiraient les caractéristiques des certificats d'obtention végétale et des marques susvisés.

Puis se fondant sur le procès-verbal de saisie dressé le 28 décembre 1987 par Mes BONHOMME et DEVAUD huissiers de justice associés au KREMLIN-BICETRE, la Société UNIVERSAL PLANTS et la SNC MEILLAND ET CIE ont assigné, par actes du 4 janvier 1988, la Société MAROFLEUR et la Société CHARTIER FLORE HALLES aux fins de constatation judiciaire des actes de contrefaçon du certificat d'obtention végétale de ROYALTY ainsi que de la marque VEGA sollicitant, outre des mesures d'interdiction sous astreinte définitive, de confiscation et destruction, de publication du jugement, la condamnation conjointe et solidaire des défendeurs au paiement d'une indemnité provisionnelle de 5 000 F à chacune des demandresses à valoir sur le préjudice définitif à déterminer après expertise également requise, l'exécution provisoire pour le tout et la somme de 3 000 F à chacun en vertu de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

La Société MAROFLEUR a constitué avocat sans toutefois conclure en défense .

Protestant de sa bonne foi, la Société CHARTIER FLORE HALLES a conclu au débouté des demandeurs et subsidiairement à la condamnation du rosieriste à le garantir de toute condamnation.

Les demandeurs ont répliqué en réclamant le bénéfice de leur assignation au motif que les grossistes auxquels ils avaient notifié leurs titres le 18 décembre 1987 avaient agi en toute conaissance de cause et qu'au surplus la bonne foi était inopérante en matière d'usage de marque contrefaite .

SUR L'ATTEINTE AUX MARQUES

Attendu que le 28 décembre 1988, la Société MONTBILLARD FRERES, transitaires, a procédé pour le compte de son client, CHARTIER FLORE HALLES, grossiste à RUNGIS, à la réception et au dédouanement de cartons de roses qui lui étaient adressés par un horticulteur marocain MAROFLEUR ;

Attendu que le procès-verbal de saisie dressé à cette date permet d'établir que trois bottes de 20 roses étaient, au mépris des droits des demandesses, référencées sur l'emballage comme étant de marque VEGA ;

Attendu que la Société MAROFLEUR ne fait valoir aucun moyen de défense ;

Attendu que la Société CHARTIER ne saurait en professionnel averti, ayant en outre reçu notification le 18 décembre 1987 de l'identité du titulaire des marques en cause, se retrancher derrière une prétendue bonne foi, par ailleurs inopérante ;

Attendu qu'il convient dès lors de constater que la forme MAROFLEUR en introduisant en France des roses désignées par la marque VEGA sans l'autorisation de son titulaire et la Société CHARTIER en important ces produits pour les offrir en vente se sont rendus coupables d'usage illicite de marque ;

SUR L'ATTEINTE AUX CERTIFICATS D'OBTENTION VEGETALE

Attendu, le certificat d'obtention végétale confère à son titulaire un droit exclusif à produire à introduire en France, à vendre ou à offrir en vente tout ou partie de la variété considérée ;

Que toute atteinte à ces droits constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur ;

Attendu que l'article 23 de la loi du 11 juin 1970 précise que toutefois, si cette atteinte a été le fait d'un tiers autre que le reproducteur ou le multiplicateur elle ne constitue une contrefaçon que si elle a été commise en connaissance de cause ;

AUDIENCE DU
24 NOV. 1989

3^e CHAMBRE
2^e SECTION

N° 3 SUITE

Attendu en l'espèce qu'il est acquis aux débats que les roses saisies sont, comme toutes roses vendues sous la marque VEGA, de la variété ROYALTY ;

Attendu qu'il n'est ni contestable ni contesté qu'en introduisant en France des roses de la variété ROYALTY la Société MAROFLEUR, reproducteur de cette variété protégée, s'est rendue coupable de contrefaçon ;

Attendu que la Société CHARTIER allègue qu'elle ne disposait d'aucun renseignement sur les relations entre le rosiériste et l'obteneur avec lequel elle n'avait aucun lien de droit ; que les roses litigieuses avaient subi avec succès tous les contrôles administratifs à leur arrivée à RUNGIS ; que sa bonne foi a été surprise et enfin que le législateur n'a pas entendu sanctionner l'acheteur qu'elle était ;

Mais attendu que la Société CHARTIER, grossiste en fleurs à RUNGIS, ne saurait valablement soutenir ne pas offrir en vente les fleurs coupées commandées par elle et réceptionnées par un transitaire pour son compte ;

Qu'en tout état de cause elle a introduit en France les fleurs litigieuses ;

Attendu, d'autre part, que les demandeurs ont fait notifier le 18 décembre 1987 à plusieurs grossistes de RUNGIS dont la Société CHARTIER, leurs titres et marques ;

Que, dès lors, c'est en faisant volontairement abstraction de l'atteinte éventuelle aux droits exclusifs du titulaire, du certificat d'obtention végétale notifié, que le grossiste a poursuivi ses relations commerciales avec le reproducteur des variétés végétales qu'il savait protégées ;

Qu'ayant agi en toute connaissance de cause, il s'est rendu coupable de contrefaçon ;

SUR LES MESURES REPARATRICES

Attendu que trois bottes de 20 roses ROYALTY-VEGA ont été saisies le 28 décembre 1987 ;

cinquième.

Attendu qu'il s'agit de fleurs coupées ;

Attendu que la mesure de confiscation aux fins de destruction s'avère inutile et sera rejetée ;

Attendu que sans qu'il y ait lieu de recourir à une mesure d'expertise le Tribunal dispose des éléments d'appréciation suffisants pour évaluer à 2 000 F le préjudice subi du fait de l'atteinte à la marque et à 2 000 F celui résultant de l'atteinte au certificat d'obtention végétale ;

Attendu que les défendeurs seront condamnés in solidum au paiement de ces sommes ;

Attendu que la mesure de publication à titre de dommages-intérêts complémentaires ne s'avère pas opportune et sera rejetée ;

SUR LA DEMANDE EN GARANTIE

Attendu que la Société CHARTIER qui ne démontre ni sa bonne foi ni l'existence d'un engagement contractuel de son codéfendeur, sera déboutée de sa demande en garantie ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que l'exécution provisoire comaptible avec la nature de l'affaire s'avère nécessaire pour les mesures d'interdiction seulement ;

SUR L'ARTICLE 700 DU NOUVEAU CODE DE PROCEDURE CIVILE

Attendu que l'équité commande d'allouer à chacun des demandeurs la somme de 1 000 F en vertu de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Que cette somme prend en considération partie du coût de la saisie-contrefaçon qui n'est pas compris dans les dépens ;

AUDIENCE DU
24 NOV. 1989

3^e CHAMBRE
2^e SECTION

N° 3 SUITE

PAR CES MOTIFS

LE TRIBUNAL,

Statuant contradictoirement,

Dit que la Société MARDFLEUR et la Société CHARTIER FLORE HALLES en introduisant en France des roses de variété ROYALTY sous la marque VEGA sans l'autorisation des titulaires du certificat d'obtention végétale n° 1528 et de la marque VEGA 1 343 733 ont commis des actes de contrefaçon desdits certificat et marque.

En conséquence,

Interdit aux défendeurs d'introduire en France ou de commercialiser sans l'accord du titulaire du certificat d'obtention végétale, des roses de variété ROYALTY et de faire usage sans l'accord de son titulaire de la marque VEGA et ce, sous astreinte définitive de 50 F (CIN--QUANTE FRANCS) par infraction constatée passé le délai d'un mois à compter de la signification du présent jugement:

Condamne in solidum la Société MARDFLEUR et la Société CHARTIER FLORE HALLES à payer :

- à la Société UNIVERSAL PLANTS la somme de 2 000 F (DEUX MILLE FRANCS) à titre de dommages-intérêts pour l'atteinte au certificat d'obtention végétale.

- à la SNC MEILLAND et CIE la somme de 2 000 F (DEUX MILLE FRANCS) à titre de dommages-intérêts pour l'atteinte à la marque .

Déboute les demandeurs du surplus de leurs prétentions.

Déboute la Société CHARTIER de sa demande de garantie.

Ordonne l'exécution provisoire pour les mesures d'interdiction seulement.

Condamne in solidum les défendeurs
à payer à chacun des demandeurs la somme de 1 000 F
(MILLE FRANCS) en vertu de l'article 700 du Nouveau
Code de Procédure Civile.

Les condamne en outre aux dépens
et reconnaît à Me MATHELY le droit de recouvrement
prévu par l'article 699 du Nouveau Code de Procé-
dure Civile.

FAIT ET JUGE A PARIS, le 24 NOVEM-
BRE 1989 - 3^e CHAMBRE - 2^e SECTION.
LE GREFFIER LE PRESIDENT

Ruffin

H. V.

Approuvé : mot rayé nul
ligne rayée nulle
1 Revoir en marge.
/A